**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 juin 2010

CP 10/06-13

L'an deux mil dix, le 21 juin à 17 H 30, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Etaient présents : MM. Empociello, Cambon, Viguié, Gonzalez, Mouchard, Roger, Roset, Astruc, Astoul et Bénech ;

Etaient excusés : MM. Massip et Moignard.

CONTENTIEUX DE L'AGREMENT DES ASSISTANTS FAMILIAUX

L'instance contentieuse relève de la réglementation applicable aux assistants familiaux susceptibles de se voir adresser, au titre des contrôles de l'administration, un avertissement.

Un assistant familial, ayant fait l'objet d'une telle mesure en date du 23 septembre 2009, en demande l'annulation au Tribunal Administratif considérant que la décision, sur la forme et au fond, n'est pas justifiée.

Le Conseil Général maintient sa position considérant quant à lui, que la mesure qui n'a pas abouti à un retrait d'agrément, et qui ne saurait être assimilée à une sanction disciplinaire s'inscrit dans le processus de contrôle instauré par le Code de l'action sociale et des familles, et a pour objectif de repositionner les conditions d'exercice de la profession.

Le juge administratif a été saisi du dossier.

Je vous serais obligé de bien vouloir délibérer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve l'intervention en défense devant le Tribunal Administratif dans l'instance « M.Nicolas Dreyfuss c/Département de Tarn-et-Garonne » n° 0905308-4 ;
- Autorise Monsieur le Président, au nom et pour le compte du Département, à ester en justice.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,